



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

# Madagascar Résistance

Lettre numéro 13 - mai 2010

## **Performance française à Madagascar : la France est en train de rassembler contre elle des Malgaches hier encore divisés par la crise.**

De deux choses l'une : ou bien Paris s'est fixé une fois pour toutes une ligne de conduite et ne prend pas en compte les suggestions de son ambassadeur, ou bien l'ambassadeur n'est pas en mesure de faire une analyse réaliste de l'évolution de la situation en quatorze mois et ne peut aider Paris à prendre les bonnes décisions.

La question peut se poser au vu des échecs successifs des initiatives françaises, notamment des deux dernières en date pour maintenir Andry Rajoelina comme seul chef de la transition en faisant fi des accords de Maputo et d'Addis Abeba : échec de la tentative pour imposer le projet de protocole rédigé par Paris lors des négociations de Pretoria en avril dernier ; deuxième échec avec la réaction cinglante des ambassadeurs de la Chine, de la Russie, des Etats-Unis et de l'Union Européenne au communiqué de Joyandet qui tenait pour acquise la reconnaissance internationale d'Andry Rajoelina, après le renoncement de ce dernier à se présenter aux prochaines élections présidentielles.

**Ce dernier point est d'ailleurs révélateur de l'agacement croissant de la communauté internationale, dont les représentants ont exprimé pour la première fois publiquement leur commune divergence avec la position et les initiatives françaises, même si cette divergence a existé depuis le début de la crise malgache.**

Toutes les tentatives de Paris pour blanchir le coup d'Etat et obtenir la reconnaissance internationale de la HAT et de son président ont échoué, parce que d'une part l'opposition interne s'est renforcée malgré l'oppression et que d'autre part, l'opposition de la communauté internationale ne s'est pas affaiblie avec le temps comme l'espéraient Andry Rajoelina et son mentor français.

Pourquoi donc cette obstination de Paris à s'en tenir à la même stratégie en dépit de plusieurs échecs ?

**Une réponse plausible serait l'existence de dysfonctionnements dans le processus d'élaboration de la politique africaine de la France.**

## **Exemples de dysfonctionnements dans l'élaboration de la politique française à Madagascar.**

Le précédent de la crise de 2002 offre un bon exemple de ces dysfonctionnements et montre combien **les administrations centrales françaises sont prisonnières de schémas rigides qui les empêchent de s'adapter aux réalités sur le terrain.**

Alors que toutes les communautés étrangères résidant à Madagascar, dans un acte de solidarité citoyenne sans précédent, faisaient pression sur leurs gouvernements respectifs pour reconnaître Marc Ravalomanana comme le président choisi par les Malgaches, que la communauté des partenaires de Madagascar s'acheminait vers cette reconnaissance, **et malgré les efforts méritoires de son ambassadeur de l'époque pour faire comprendre ce qui se passait réellement à Madagascar**, un double verrouillage empêcha de modifier la position française.

**Le premier verrouillage fut l'œuvre d'un haut fonctionnaire franco-malgache au Quai d'Orsay dont les liens personnels avec des dirigeants politiques impliqués dans la crise interférèrent avec son travail. Le second verrouillage vint de la méconnaissance totale de Madagascar du conseiller du Président Chirac pour les affaires africaines, ce qui motiva son refus d'écouter l'ambassadeur.**

Le gouvernement français persista dans son refus de reconnaître la victoire électorale de Marc Ravalomanana, après la comparaison des procès verbaux de vote et un nouveau décompte des voix, **et malgré une saisine en ce sens de la commission des affaires étrangères du Sénat.** Ce fut contrainte et forcée par la reconnaissance par tous les autres pays que la France dépêcha à Antananarivo en juillet 2002 Dominique de Villepin, nouveau ministre des affaires étrangères, pour éviter la rupture totale avec Madagascar.

## **Aujourd'hui, qui décide quoi ?**

Aujourd'hui, le vieux schéma mis en place par Jacques Foccart voici cinquante ans est toujours à l'honneur.

**Mais d'autres causes de dysfonctionnement s'y sont ajoutés** et constituent autant d'obstacles supplémentaires à une politique française plus pragmatique et plus bénéfique pour elle à terme en Afrique : **depuis 2007, les décideurs au niveau de Paris se sont multipliés et les canaux de prise de décision sont devenus flous.**

Il est en effet de notoriété publique que l'actuel ministre des affaires étrangères est constamment court-circuité par le Secrétaire général de l'Elysée et/ou par des conseillers officiels ou occultes du président français. **Le cas de Madagascar est compliqué davantage encore par l'absence d'expérience à un poste diplomatique de l'actuel ambassadeur de France et de son manque apparent de culture, ce qui ne le prédispose pas à sortir du cadre étroit de simple exécutant d'une politique inadaptée.**

Toutes ces raisons expliquent les échecs successifs des initiatives françaises à Madagascar depuis la prise du pouvoir par les putschistes. Malgré les communiqués et mises au point de son ambassadeur, **la France est vue avec raison comme la puissance à l'origine du coup d'Etat et qui, par son appui à Andry Rajoelina, encourage ce dernier à ne pas respecter les accords signés. Les voix qui l'accusent ne sont plus limitées à celles des partisans du Président Ravalomanana. A ces derniers se joignent aujourd'hui des associations civiles, des universitaires et des personnalités politiques de toutes les régions de Madagascar.**

Le résultat de cette politique française et des maladroites de l'ambassadeur de France est la prolongation d'une crise qui aurait dû s'achever en octobre 2009, la destruction de l'économie malgache et les souffrances qui en découlent pour la population.

**Mais un autre résultat, inattendu celui-ci, a suivi : l'unité retrouvée de la majorité des Malgaches contre un adversaire commun. Non pas Marc Ravalomanana comme certains ont pu l'espérer, mais la France.**

## **Flash sur les droits de l'homme**

*Nous reproduisons ci-dessous une information qui circule sur internet et qui illustre le degré de violence mis en œuvre par les putschistes pour empêcher toute liberté d'expression.*

*Le studio de la radio Fréquence Plus vandalisé, trois membres du personnel blessés Reporters sans frontières est profondément choqué par la violente agression du personnel de la radio Fréquence Plus et le saccage de ses locaux, le 15 mai 2010, par des militaires venus arrêter un leader de l'opposition, Ambroise Ravonison. Ce dernier participait en direct à un débat contradictoire avec deux autres personnalités malgaches.*

*« Les journalistes et les médias malgaches ne doivent pas être les victimes des règlements de comptes entre hommes politiques. Les circonstances de l'arrestation de ce leader d'opposition, au cours d'une véritable opération commando non sans dégât pour la presse, sont incompréhensibles et choquantes. Fréquence Plus a été prise en otage, son personnel a été agressé et une grande partie du matériel a été saccagée, obligeant ainsi la radio à interrompre pour une durée indéterminée ses programmes », a regretté l'organisation.*

*« Il n'y avait aucune déclaration enflammée. Ambroise était même plus calme par rapport à ses interventions lors des meetings », a affirmé le directeur de publication de Fréquence Plus, Mbinintsoa Ranaivoson. « J'ai suivi l'émission depuis chez moi. J'ai trouvé Ambroise très positif », a ajouté le propriétaire de la station, Wilson Ianona.*

*Le 15 mai, vers 14 heures, une dizaine de personnes armées, dont deux en tenue militaire, ont fait irruption dans les locaux de la radio Fréquence Plus, située dans le quartier populaire des 67 hectares. Ces dernières ont forcé la porte d'entrée et ont agressé à coups de crosse la journaliste Noéline Tombo. Celle-ci a eu l'épaule gauche fracturée et a dû être conduite d'urgence à l'hôpital où elle a passé la nuit.*

*Les militaires, des éléments de la Force d'intervention spéciale (FIS), sont ensuite montés au premier étage, où se trouve le studio d'enregistrement, et ont commencé à malmenier le personnel de la radio ainsi que les invités présents pour l'émission « Tamberim-Baovao ». « Je leur ai dit de ne pas toucher au personnel, mais en vain. Ils m'ont simplement menacé en pointant vers moi leurs armes », a déclaré à Reporters sans frontières Mbinintsoa Ranaivoson, qui animait l'émission. Johan Scatman, un technicien animateur, s'est évanoui à la suite des coups reçus à la tête et un autre technicien, Solofo, a eu le cuir chevelu ouvert après avoir reçu un coup de crosse.*

*Après avoir agressé les journalistes, les militaires s'en sont pris aux invités. Pierre Andrianantenaina, membre de la Haute Autorité de la Transition (HAT), n'a pas été inquiété, mais le docteur Joseph Randriamiarisoa, proche de l'ancien président Albert Zafy, a eu l'arcade sourcilière ouverte avant de pouvoir s'enfuir. Son accompagnateur, le docteur Harrison Razafindrakoto, a été interpellé et libéré en fin de journée. Il a reçu des coups violents sur la tête nécessitant un examen médical approfondi.*

*Ambroise Ravonison, président fondateur du Front Republicain Démocrate Légaliste et principale cible des militaires, a été violenté et emmené manu militari vers son domicile, où une perquisition s'est terminée par une mise sous scellés des lieux. A l'heure actuelle, Ambroise Ravonison est toujours détenu.*

Les Inconditionnels de Madagascar  
À l'île de la Réunion